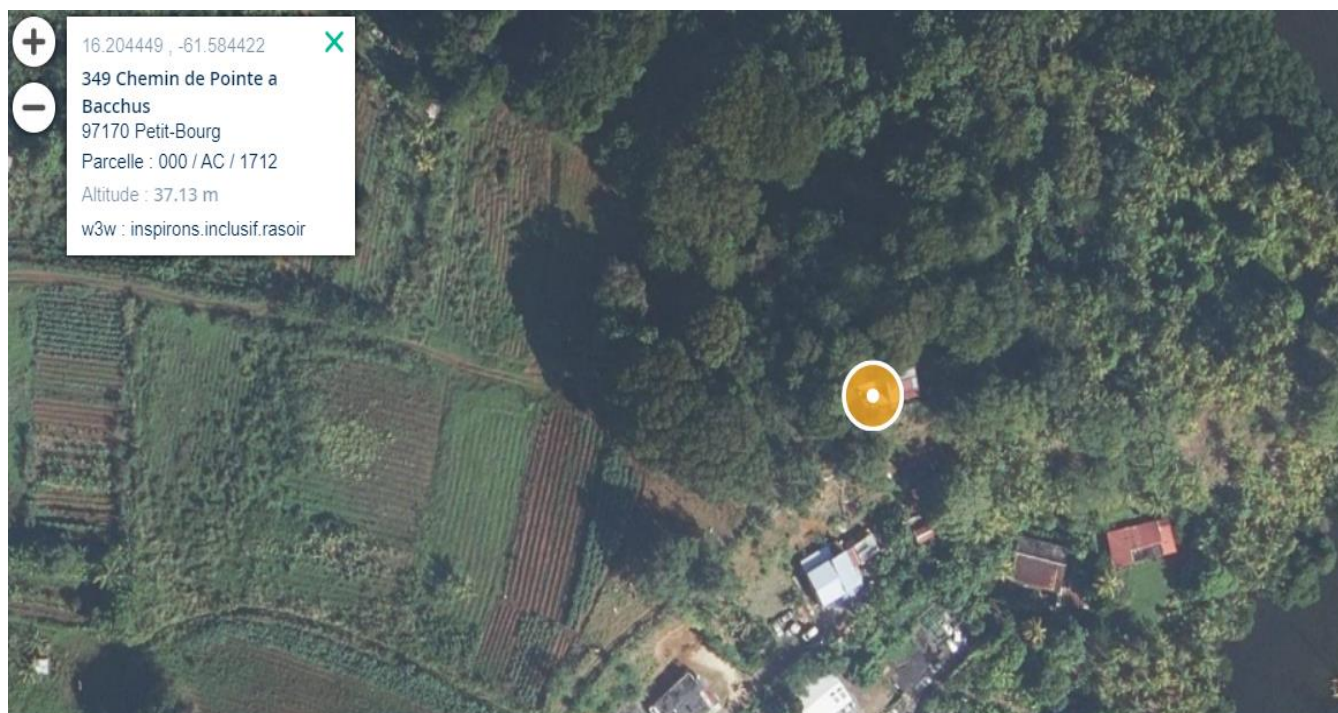


# **RAPPORT DE MISSION DE REPÉRAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DANS LES IMMEUBLES BÂTIS AVANT DÉMOLITION**

**345 POINTE À BACCHUS, 97170 PETIT-BOURG**

**CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

Numéro de dossier : **RAD-12-8/23**  
Date du repérage : **01/09/2023**



## **COGEIRISK**

EURL au capital de 7700 Euros Siret 454 069 212 00057 – Code APE 7120B  
Les Galeries de Houelbourg 97122 BAIE-MAHAULT  
Tel : 0590 28 64 82 – Fax : 0590 90 35 16 – Gsm : 0690 46 50 57 – E-mail : [contact@cogeirisk.fr](mailto:contact@cogeirisk.fr)

# Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant démolition (Listes C de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : RAD-12-8/23

Date du repérage : 01/09/2023

## Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	La mission est effectuée en application de l'article L4531-1 du code du travail conjointement aux arrêtés du 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 et du 16 juillet 2019 et conformément aux articles R.1334-19, R.1334-22, R.1334-23, R.1334-24, R.1334-29-6 et l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, issues du décret 2011-629 du 3 juin 2011.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

## Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : <b>345, Pointe à Bacchus</b> Code postal, ville : <b>97170 PETIT-BOURG</b> <b>Section cadastrale AC, Parcelle(s) n° 1712</b>  <b>Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété</b>
Périmètre de repérage :	..... <b>Ensemble de la propriété</b>
Type de logement :	..... <b>Bâtiment (120 m2)</b>
Fonction principale du bâtiment :	..... <b>Habitation inachevée et abandonnée</b>
Date de construction :	..... <b>Avant 1997</b>

## Le propriétaire et le commanditaire

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... <b>Conservatoire du Littoral</b> Adresse : ..... <b>Délégation Outre-mer – Antenne de Guadeloupe</b> <b>Cité administrative de Circonvallation</b> <b>Rue Alexandre Buffon</b> <b>97100 Basse-Terre (Guadeloupe)</b>
Le commanditaire	Nom et prénom : ... <b>Conservatoire du Littoral</b> Adresse : ..... <b>Délégation Outre-mer – Antenne de Guadeloupe</b> <b>Cité administrative de Circonvallation</b> <b>Rue Alexandre Buffon</b> <b>97100 Basse-Terre (Guadeloupe)</b>

## Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ----- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	<b>FARAJJE Anthony</b>	Opérateur de repérage	ABCIDIA CERTIFICATION Domaine de Saint Paul – Bât : A6 - 4e étage - BAL N° 60011 - 102, route de Limours - 78470 Saint- Rémy-lès-Chevreuse	Obtention : 04/12/2020 Échéance : 03/12/2027 N° de certification : 20-1565

Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	<b>JOSEPH-THEODORE Vincent</b>	Opérateur de repérage	QUALIXPERT	C0407
Raison sociale de l'entreprise : <b>COGEIRISK</b> (Numéro SIRET : 454 069 212 00057) Adresse <b>LES GALERIES DE HOUELBourg 97122 BAIE-MAHAULT</b> Désignation de la compagnie d'assurance : <b>QBE</b> Numéro de police et date de validité : <b>05-0066652-78 31/12/2023</b>				

## Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage 11/10/2023, remis au propriétaire le 11/10/2023
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 26 pages

## Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
  - 3.1 L'objet de la mission
  - 3.2 Le cadre de la mission
    - 3.2.1 L'intitulé de la mission
    - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
    - 3.2.3 L'objectif de la mission
    - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
    - 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
    - 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
  - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
  - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
  - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
  - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
  - 5.0 Liste des matériaux (Liste C) reconnus visuellement
  - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
  - 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse
  - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
  - 5.4 Liste des zones, présentée par catégorie
  - 5.5 Récapitulatif zone par zone
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**

## 1. – Les conclusions

**1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré :**

**- des matériaux et produits ayant fait l'objet d'analyse, ne contenant pas d'amiante :**

**Colle de carrelage :** Plateforme  
Séjour  
Pièce 1  
Terrasse

**Enduit peinture :** Plateforme  
Séjour  
Pièce 1  
Terrasse mur est  
Façade mur ouest  
Façade sud

**1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :**

Localisation	Parties du local	Raison
-	-	-

## 2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

**Raison sociale et nom de l'entreprise :** ... My Easy Lab

**Adresse :** ..... 3, Armand-Herpin-Lacroix, CS 46537 35065 Rennes

**Numéro de l'accréditation Cofrac :** ..... 1-5967

## 3. – La mission de repérage

### 3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la démolition de l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

### 3.2 Le cadre de la mission

#### 3.2.1 L'intitulé de la mission

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante avant démolition».

#### 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R. 1334-19 du code de la construction et de l'habitation prévoit que « Les propriétaires des immeubles bâtis mentionnés à l'article R. 1334-14 font réaliser, préalablement à la démolition de ces immeubles, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante ».

Conjointement, l'article L4531-1 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérigène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux. Cette mission est soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du code du travail)

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

#### 3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante dans l'immeuble à démolir.»

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 13-9 du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste C) et par la norme NFX 46-020.

#### 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par la liste C de l'Annexe 13.9 du Code de la santé publique et l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017

**Extrait de l'annexe 13.9 (liste C) du Code de la santé publique modifié** (liste non exhaustive)

Composant de la construction	Partie du composant à vérifier ou à sonder
<b>1. Toiture et étanchéité</b>	
Plaques ondulées	Plaques en fibres-ciment
Ardoises	Ardoises composites Ardoises fibres-ciment
Eléments ponctuels	Conduits de cheminée Conduits de ventilation Conduits d'évacuation d'eau
Revêtements bitumineux d'étanchéité	Bardeaux d'asphalte Bardeaux bitume ("shingle") Pare-vapeur Revêtements Colles
Accessoires de toitures	Rivets Faîtages Closiers
<b>2. Façades</b>	
Panneaux sandwichs	Plaques Joints d'assemblage Tresses
Bardages	Plaques fibres-ciment Bacs fibres-ciment Ardoises fibres-ciment Isolants sous bardages
Appuis de fenêtres	Eléments fibres-ciment
<b>3. Parois verticales intérieures et enduits</b>	
Murs et cloisons	Flocages Enduits projetés Revêtements durs (plaques planes fibres-ciment) Joints de dilatation
Poteaux (périphériques et intérieurs)	Flocages Enduits projetés Joints de dilatation Entourage de poteaux (carton) Entourage de poteaux (fibres-ciment) Entourage de poteaux (matériau sandwich) Entourage de poteaux (carton+plâtre) Peintures intumescentes
Cloisons légères ou préfabriquées	Panneaux de cloisons Jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (tresses) Jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (carton) Jonctions entre panneaux préfabriqués et pieds/têtes de cloisons (fibres-ciment)
Gaines et coffres verticaux	Flocages Enduits projetés coupe-feu Enduits lissés coupe-feu Enduits talochés coupe-feu Panneaux
Portes coupe-feu, portes pare-flammes	Vantaux Joints
<b>4. Plafonds et faux-plafonds</b>	
Plafonds	Flocages Enduits projetés Panneaux collés ou vissés Coffrages perdus (carton-amiante) Coffrages perdus (fibres-ciment) Coffrages perdus (composites)
Poutres et charpentes (périphériques et intérieures)	Flocages Enduits projetés Peintures intumescentes
Interfaces entre structures	Rebouchage de trémies Jonctions avec la façade Calfeutrements Joints de dilatation
Gaines et coffres horizontaux	Flocages Enduits projetés Panneaux Jonction entre panneaux
Faux-plafonds	Panneaux Plaques
<b>5. Revêtements de sol et de murs</b>	
Revêtements de sol (l'analyse doit concerner chacune des couches du revêtement)	Dalles plastiques Colles bitumineuses Revêtement plastique avec sous-couche Chape maigre Calfeutrement des passages de conduits Revêtement bitumineux des fondations
Revêtements de murs	Sous-couche des tissus muraux Revêtements durs (plaques de menuiseries) Revêtements durs (fibres-ciment) Colles des carrelages
<b>6. Conduits, canalisations et équipements</b>	

Conduits de fluides (air, eaux, autres fluides)	Calorifugeages
	Enveloppes de calorifuges
	Conduits fibres-ciment
Conduits de vapeur, fumée, échappement	Conduits fibres-ciment
	joints entre éléments
	Mastics
	Tresses
Clapets / volets coupe-feu	Manchons
	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
Vide-ordures	Rebouchage
	Conduit fibres-ciment
<b>7. Ascenseurs et monte-charge</b>	
Portes et cloisons palières	Portes palières
	Cloisons palières
Trémie	Flocages
	Bourres
	Jonction murs / plancher
	Joints mousse
Machinerie	Flocages
	Bourres
	Jonction murs / plancher
	Joints mousse
<b>8. Equipements divers</b>	
Chaudières, tuyauteries, étuves, groupes électrogènes, convecteurs et radiateurs, aérothermes.....	Bourres
	Tresses
	Joints
	Calorifugeages
	Peintures anti-condensation
	Plaques isolantes internes
	Plaques isolantes externes
	Tissu amiante
<b>9. Installations industrielles</b>	
Fours, étuves, tuyauteries...	Bourres
	Tresses
	Joints
	Calorifugeages
	Peintures anti-condensation
	Plaques isolantes
	Tissu amiante
	Freins
	Embrayages
<b>10. Coffrages perdus</b>	
Coffrages et fonds de coffrages perdus	Eléments fibres-ciment

## Extrait de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017 (liste non exhaustive)

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	Plaques ondulées et planes
	Ardoises, bardeaux bitumineux
	Éléments associés à la toiture
	Éléments sous toiture
	Étanchéité de toiture terrasse
	Fenêtres de toit, lanternaux, verrières
2 - Parois verticales extérieures et Façades	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich
	Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage
	Façades lourdes y compris poteaux
	Menuiseries extérieures
	Éléments associés aux façades
3 - Parois verticales intérieures	Murs et cloisons maçonnés
	Poteaux
	Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)
	Gaines et coffres verticaux
	Portes coupe-feu, pare-flamme, isothermiques, frigorifiques
	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
4 - Plafonds et faux plafonds	Plafonds
	Poutres et charpentes
	Poutres et charpentes
	Gaines et coffres horizontaux
	Faux plafonds
5 - Planchers et planchers techniques	Suspentes et contrevents
	Revêtements de sols
6 - Conduits et accessoires intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)
	Clapets / volets coupe-feu
	Vide-ordures
	Portes et cloisons palières



7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	parois des équipements
	Matériels en machinerie
8 - Équipements divers et accessoires	Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes
	Convecteurs et radiateurs électriques
	fusibles à broche
	canalisations électriques préfabriquées
	Coffres-forts
	Portes de placard, baignoires et éviers métalliques
	Jardinières, bac à sable incendie
9 - Fondations et soubassements	Étanchéité des murs enterrés
	Parois verticales et horizontales enterrées
	Conduits et fourreaux
10 - Aménagements, voiries et réseaux divers	Conduits, Siphons
	Voiries
	Espaces sportifs
	Aménagements extérieurs

### 3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

### 3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Étendu de la démolition :

**Néant**

Liste des pièces visitées

**Séjour,  
Cuisine,  
WC,  
Pièce 2.**

## 4. – Conditions de réalisation du repérage

### 4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

**Néant**

### 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 11/08/2023

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 01/09/2023

Heure d'arrivée : 9 h 30

Durée du repérage : 04 h 00

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Aucun accompagnateur

## 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

## 4.4 Plan et procédures de prélèvements




L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

## 5. – Résultats détaillés du repérage





### 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante après analyse.

Matériaux ou produits contenant de l'amiante : Néant


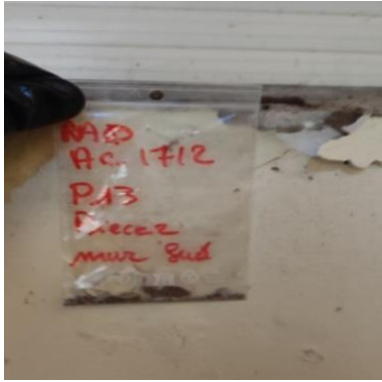

### 5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse


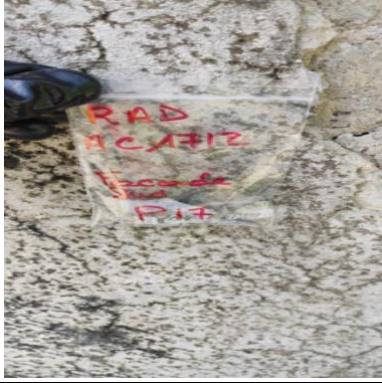

Localisation	Identifiant + Description	Photo
P1 / SOL PLATEFORME	Identifiant: P1 Description: CARRELAGE MARRON + COLLE	
P2 / SOL PLATEFORME	Identifiant: P2 Description: CARRELAGE BEIGE + COLLE	
P3 / SOL PLATEFORME	Identifiant: P3 Description: CARRELAGE BLANC + COLLE	



Localisation	Identifiant + Description	Photo
P4 / SOL PLATEFORME	<u>Identifiant:</u> P4 <u>Description:</u> CARRELAGE BLANC CASSÉ + COLLE	
P5 / PLATEFORME MUR OUEST	<u>Identifiant:</u> P5 <u>Description:</u> ENDUIT+ PEINTURE	
P6 / PLATEFORME MUR SUD	<u>Identifiant:</u> P6 <u>Description:</u> ENDUIT+ PEINTURE	
P7 / PAILLASSE CUISINE	<u>Identifiant:</u> P7 <u>Description:</u> CARRELAGE + COLLE	

Localisation	Identifiant + Description	Photo
P8 / JAMBAGE ÉVIER	Identifiant : P8 Description: MAÇONNERIE ENDUIT + PEINTURE	
P9 / ÉVIER SOL	Identifiant: P9 Description: CARRELAGE + COLLE	
P10 / MAISON PIÈCE 1 SOL	Identifiant: P10 Description: CARRELAGE + COLLE	
P11 / MAISON PIÈCE 1 MUR OUEST	Identifiant: P11 Description: ENDUIT+ PEINTURE	

Localisation	Identifiant + Description	Photo
P12 / PIÈCE 2 SOL	Identifiant: P12 Description: CARRELAGE + COLLE	
P13 / PIÈCE 2 MUR SUD	Identifiant: P13 Description: ENDUIT+ PEINTURE	
P14 / TERRASSE SOL	Identifiant: P14 Description: CARRELAGE + COLLE	
P15 / TERRASSE MUR EST	Identifiant: P15 Description: ENDUIT+ PEINTURE	

Localisation	Identifiant + Description	Photo
P16 / FAÇADE OUEST	Identifiant: P16 Description : ENDUIT+ PEINTURE	
P17 / FAÇADE SUD	Identifiant: P17 Description : ENDUIT+ PEINTURE	
P18 / ESCALIER MARCHE	Identifiant: P18 Description : CARRELAGE + COLLE	

## 6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **QUALIEXPERT, 17 rue Borrel 81100 CASTRES.**

Fait à **BAIE-MAHAULT**, le **11/10/2023**

Par : **JOSEPH-THEODORE VINCENT**

Signature du représentant :

**COGEIRISK**  
Les Galeries de Houelbourg  
Bât A 97122 BAIE-MAHAULT  
Tél : 0590 28 64 82 - Fax : 0590 90 35 16  
E-Mail : contact@cogeirisk.fr  
Gsm : 454 069 212

**ANNEXES****Au rapport de mission de repérage****Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

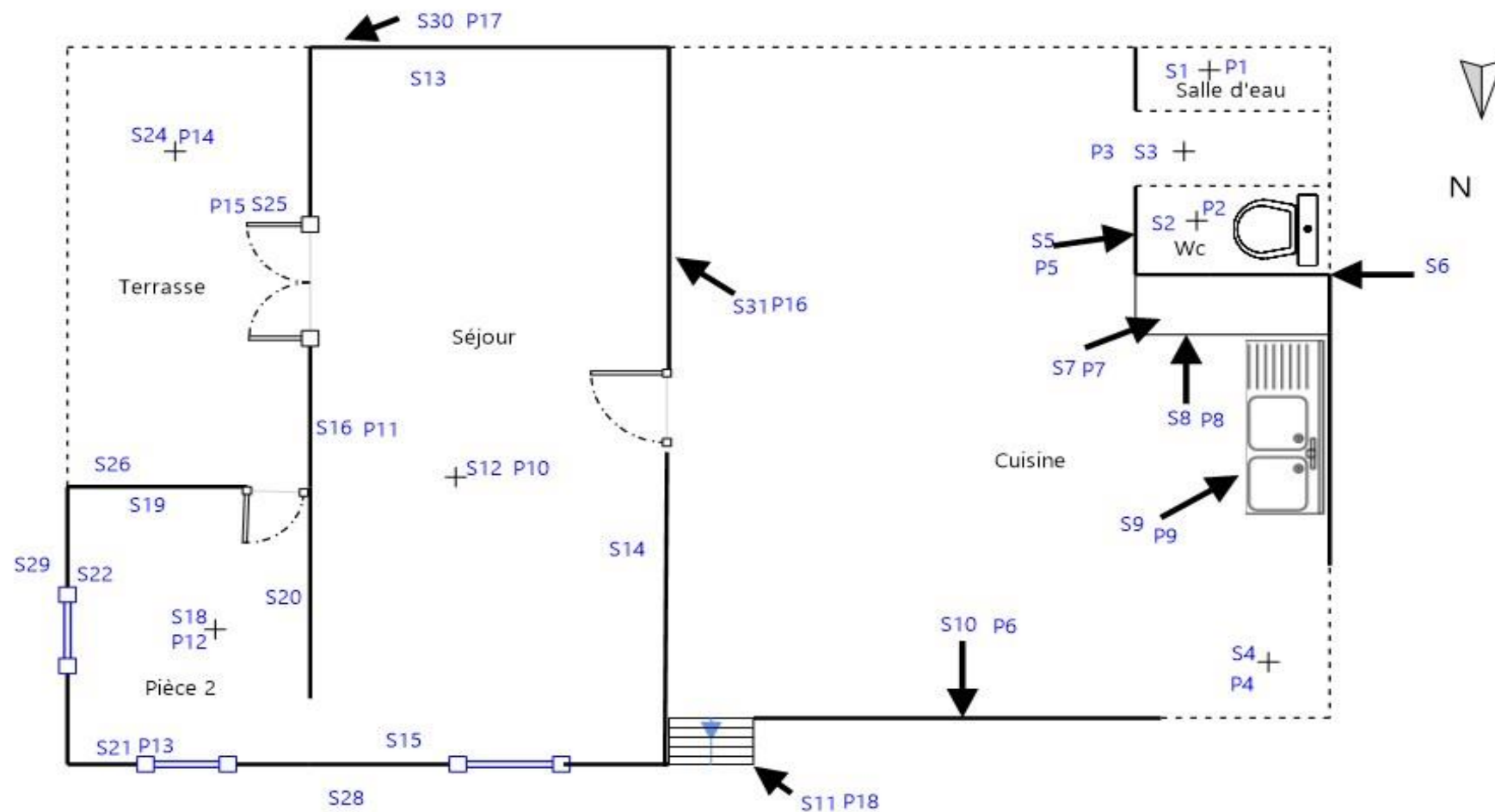
Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

**Sommaire des annexes****7 Annexes****7.1 Schéma de repérage****7.2 Tableau de sondage****7.3 Rapports d'essais****7.4 Recommandations générales de sécurité****7.5 Documents annexés au présent rapport**















## 7.1 - Annexe - Schéma de repérage






## Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	<p>Donneur d'ordre :  <b>CONSERVATOIRE DU LITTORAL</b>  <b>Délégation de rivages Outre-mer</b>  <b>Antenne de Guadeloupe</b></p> <p>Adresse du bien :  <b>Pointe à Bacchus</b>  <b>97170 PETIT BOURG</b></p>
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	


**7.2 - Annexe – Tableau de sondage**

TABLEAU DE SONDAGE				
	PLATE FORME		PRLVTS	ZPSO
S1	Sol (douche)	Carrelage marron	P1	
S2	Sol (WC)	Carrelage Beige	P2	
S3	Sol (dégagement WC/douche)	Carrelage Blanc	P3	
S4	Sol (cuisine)	Carrelage Blanc cassé	P4	
S5	Mur ouest	Voile béton enduit peinture rose	P5	
S6	Mur Sud sur évier	Voile béton enduit peinture rose		
S7	Paillasse cuisine	Carrelage+colle	P7	
S8	Jambage évier	Béton enduit peint	P8	
S9	Sol jambage évier	Carrelage+colle	P9	
S10	Mur sud	Béton enduit peint	P6	
S11	Escalier nord	Carrelage+colle	P18	
MAISON SEJOUR				
S12	Sol	Carrelage+colle	P10	
S13	Mur nord	Béton enduit peint		S16P11
S14	Mur est	Béton enduit peint		S16P11
S15	Mur sud	Béton enduit peint		S16P11
S16	Mur ouest	Béton enduit peint	P11	
S17	Plafond	Charpente bois+tôle acier		
Piece 2				
S18	Sol	Carrelage+colle	P12	
S19	Mur nord	Béton enduit peint		S21P13
S20	Mur est	Béton enduit peint		S21P13
S21	Mur sud	Béton enduit peint	P13	
S22	Mur ouest	Béton enduit peint		S21P13
S23	Plafond	Charpente bois+tole acier		
Terrasse				
S24	Sol	Béton peinture grise	P14	
S25	Mur est	Béton enduit peint	P15	
S26	Mur sud	Béton enduit peint		
S27	Plafond	Charpente bois+tole acier		
Extérieur				
S28	Façade Nord	Béton brut		
S29	Façade Est	Béton brut		
S30	Façade Sud	Béton enduit peint	P17	
S31	Façade Ouest	Béton enduit peint	P16	

## 7.3 - Annexe - Rapports d'essais



**Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.**

acreditat pentru  
ÎNCERCARE  
  
SR EN ISO/IEC 17025:2018  
CERTIFICAT DE ACREDITARE  
LI 1229

Client :  
**Eurofins Asbestos Testing Europe**  
4 rue Maryse Bastié  
  
44800 Orvault

Bénéficiaire :  
**COGEIRISK**  
**Monsieur Vincent JOSEPH-THEODORE**  
Les Galeries de Houelbourg  
Bât A - 1er étage  
97122 BAIE MAHAULT

**RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX****N° de rapport d'analyse : AR-23-RB-030551-01****Date d'émission de rapport : 22/09/2023 8:04**

Référence dossier Client:Conservatoire du littoral RAD AC 1712.  
Référence dossier N° : 23UV074943  
Référence laboratoire N° : 23RB028751

Reçu par MyEasyLab le : 19/09/2023 10:24

Reçu par le laboratoire le : 20/09/2023

Date d'analyse : 21/09/2023

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	P1 / SOL PLATE FORME / CARRELAGE MARRON + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (beige) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau dur (beige)	<b>MET</b> / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	P2 / SOL PLATE FORME / CARRELAGE BEIGE + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (jaune) ; matériau dur de type joint ciment (gris) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau dur (beige)	<b>MET</b> / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	P3 / SOL PLATE FORME / CARRELAGE BLANC + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (beige) ; matériau dur de type ciment-colle (gris)	<b>MET</b> / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004	P4 / SOL PLATE FORME / CARRELAGE BLANC CASSÉ + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (blanc) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau dur (beige)	<b>MET</b> / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
005	P5 / PLATE FORME MUR OUEST / EDNUIT + PEINTURE	Matériau de type système d'enduit peinture (blanc) en traces ; matériau dur (fibreuse) (gris)	<b>MET</b> / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
006	P6 / PLATE FORME MUR SUD / EDNUIT + PEINTURE	Matériau de type système d'enduit peinture (blanc) ; matériau dur (gris)	<b>MET</b> / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

**Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.**  
6 Preciziei Street, ground floor, 6th District  
062203 Bucharest, România

1/3

P-RS-FRM8220

## Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.

acreditat pentru  
INCERCARESR EN ISO/IEC 17025:2018  
CERTIFICAT DE ACREDITARE  
LI 1229

N° de rapport d'analyse : AR-23-RB-030551-01

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
007	P7 / PAILLASSE CUISINE / CARRELAGE + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau de type peinture (beige) ; matériau dur (gris)	MET / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
008	P8 / JAMBAGE ÉVIER / MAÇONNERIE ENDUIT + PEINTURE	Matériau de type système d'enduit peinture (beige) ; matériau dur (gris)	MET / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
009	P9 / ÉVIER SOL / CARRELAGE + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (blanc) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau dur (beige)	MET / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
010	P10 / MAISON PIÈCE 1 SOL / CARRELAGE + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (blanc) ; matériau dur de type ciment-colle (gris) ; matériau dur (beige)	MET / RZ4E	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
011	P11 / MAISON PIÈCE 1 MUR OUEST / ENDUIT + PEINTURE	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur (beige) ; matériau dur (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
012	P12 / PIÈCE 2 SOL / CARRELAGE + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (marron) ; matériau semi-dur (beige) ; matériau dur (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
013	P13 / PIÈCE 2 MUR SUD / ENDUIT + PEINTURE	Matériau de type peinture (beige) ; matériau semi-dur (beige) ; matériau de type peinture (jaune) ; matériau semi-dur (beige) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
014	P14 / TERRASSE SOL / CARRELAGE + COLLE - couche à analyser : Colle	Matériau dur de type carrelage, faïence (marron) ; matériau dur (gris) ; matériau semi-dur (beige)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
015	P15 / TERRASSE MUR EST / ENDUIT + PEINTURE	Matériau semi-dur (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole \* ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.  
6 Preciziei Street, ground floor, 6th District  
062203 Bucharest, România

2/3

P-RS-FRM8220

## Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.



N° de rapport d'analyse : AR-23-RB-030551-01

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
016	P16 / FAÇADE OUEST / ENDUIT + PEINTURE	Matériau de type peinture (blanc) ; matériau semi-dur (beige) ; matériau semi-dur de type ragréage (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
017	P17 / FAÇADE SUD / ENDUIT + PEINTURE	Matériau semi-dur de type ciment (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
018	P18 / ESCALIER MARCHE / BÉTON + COLLE	Matériau semi-dur (gris) en traces ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET / W4WA	1 / 2	Calcination et attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Méthode d'analyse employée pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

**MET : Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et par attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NFX 43-050 : Juillet 2021, P-ME-SOP7663 Ed.1.1/15.03.2022.**

## Notes :

1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue roumaine et stockée en interne par le laboratoire. - 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire sépare l'échantillon transmis par le demandeur pour une analyse par composant. Des composants décrits simultanément dans une même prise d'essai n'ont pas pu être séparés pour l'analyse. - 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MQLP et/ou en MET) est de 0,1% en masse. - 4 : "Fibres d'amiante non détectées" au MQLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable. Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm. "Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante. - 5 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° LI 1229 et est disponible sur <https://www.renar.ro/> - 6 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client. - 7 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-231 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JORF n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°40). - 8 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Validé et approuvé par :



Ana Maria Spataru  
Sef serviciu -

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 3 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole " " ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Asbestos Testing Romania S.R.L.  
6 Preciziei Street, ground floor, 6th District  
062203 Bucharest, România

3/3  
P-RS-FRM8220

## 7.4 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### 1. Informations générales

#### a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

### 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible,



dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

## b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

## c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

## d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

## e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## 7.5 - Annexe - Autres documents



### QBE Europe SA/NV

Cœur Défense – Tour A  
110, Esplanade du Général de Gaulle  
92931 Paris La Défense Cedex

Tél. : 01 80 04 33 00

[www.QBEfrance.com](http://www.QBEfrance.com)

### ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Nous soussignés **QBE Europe SA/NV** – Cœur Défense - Tour A – 110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE cedex, succursale de QBE Europe SA/NV, dont le siège social est situé 37, boulevard du Régent, 1000 Bruxelles - Belgique, attestons que :

adhérent auprès de l'AFCO (association française des coordonnateurs de sécurité et protection de la santé)

**COGEIRISK EURL**  
**SIREN N° 454069212**  
**Les Galeries Houelbourg**  
**1er étage - Bât A - JARRY**  
**97122 BAIE MAHAULT**

Représenté par **Monsieur Vincent JOSEPH THEODORE**

est assuré :

- par la **police d'assurance N° 05-0066652- 78**
- **à effet du 01/06/2006**
- Période de validité : **du 01/01/2023 au 31/12/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré tant du fait de fautes professionnelles qu'au cours de son exploitation, découlant des activités garanties par ce contrat, c'est à dire :

- Assainissement autonome,
- Contrôle périodique amiante,
- Diagnostics amiante : avant démolition/travaux ; avant vente ; Dossier Technique Amiante ; repérage amiante après travaux (Art R 1334-29.3 Code santé publique) comprenant les missions d'examen visuel des surfaces traitées après travaux,
- Diagnostic gaz,
- Diagnostic termites et état Parasitaire,
- Constat des risques d'exposition au plomb (CREP), Recherche de plomb avant travaux,
- Etat des Risques Naturels et Technologiques,
- Diagnostic de performance énergétique,
- Etat installation intérieure de l'électricité,
- Diagnostic légionellose,
- Vérification équipements et installations incendie des locaux à usage d'habitation hors IGH,
- Diagnostic Radon,
- Diagnostic des ascenseurs,
- Loi Carrez,
- Conformité aux normes d'Habitabilité / Prêts conventionnés,
- Etat des lieux, Mise en copropriété/ millièmes,
- Diagnostic sécurité piscine,
- Accessibilité des personnes handicapées,
- Diagnostic technique des bâtiments (Loi SRU du 13/12/2000),
- Formation à la profession de diagnostiqueur,
- Diagnostic humidité,
- Autodiagnostic Qualité de l'Air intérieur (QAI), **à l'exclusion des mesures et prélèvements des polluants de l'air devant être réalisés par des organismes accrédités par le COFRAC,**

Page 2



QBE European Operations est le nom commercial de QBE UK Limited, QBE Underwriting Limited et QBE Europe SA/NV. QBE Europe SA/NV est une société anonyme de droit belge au capital de 1,129,061,500 EUR, immatriculée en Belgique sous le n° TVA BE 0690,537,456, RPM Bruxelles. Son siège social est situé 37, boulevard du Régent, 1000 Bruxelles – Belgique. La succursale en France de QBE Europe SA/NV est inscrite au RCS de Nanterre sous le numéro 842 689 556. Son établissement principal est sis Cœur Défense – Tour A – 110, Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex. QBE Europe SA/NV est une entreprise régie par le Code des Assurances pour les contrats souscrits ou exécutés en France. QBE Europe SA/NV est agréée sous le numéro 3093 et soumise au contrôle de la Banque Nationale de Belgique (BNB) et sa succursale en France est également soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). Pour toute réclamation : <https://qbe-france.com/nous-contacter/reclamations/>.

### COGEIRISK

EURL au capital de 7700 Euros Siret 454 069 212 00057 – Code APE 7120B  
Les Galeries de Houelbourg 97122 BAIE-MAHAULT  
Tel : 0590 28 64 82 – Fax : 0590 90 35 16 – Gsm : 0690 46 50 57 – E-mail : [contact@cogeirisk.fr](mailto:contact@cogeirisk.fr)

**22/26**  
Rapport du :  
15/09/2023



- Etablissement des attestations prévues aux articles R122-22 et R122-23 du CCH à l'exclusion des études et calculs définis à l'arrêté du 26 octobre 2016 (et textes subséquents) relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performance énergétique des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments,
- Diagnostic par thermographie infra-rouge (norme NF EN 13187)
- Diagnostic technique global des immeubles relevant du statut de la copropriété (Articles L731-1 à L731-5 du Code de la Copropriété).

Ces activités sont couvertes si le diagnostiqueur est titulaire de la « certification de compétence ».

La garantie s'applique aux réclamations formulées à l'encontre de l'Assuré pendant la période de validité de la garantie, selon les dispositions de l'article L 124-5 du Code des Assurances.

**LES GARANTIES SONT ACCORDEES A CONCURRENCE DES MONTANTS DE GARANTIE SUIVANTS :**

**L'engagement de l'assureur ne peut dépasser, tous dommages confondus au titre de l'ensemble des garanties Responsabilité Civile 6 000 000 euros pour l'ensemble de l'année d'assurance.**

Les frais de défense sont inclus dans les montants de garantie.

INTITULE GARANTIES	MONTANTS DES GARANTIES
<b>RC PROFESSIONNELLE</b>	500 000 € par diagnostiqueur et par année d'assurance
<b>RC EXPLOITATION</b>	
Tous dommages confondus	6 000 000 € par année d'assurance
Dont	
1. Dommages corporels	6 000 000 € par sinistre
1.1. Dont recours en faute inexcusable	1 000 000 € par année d'assurance
2. Dommages matériels et immatériels consécutifs	1 000 000 € par sinistre
3. Biens confiés	30 000 € par sinistre
4. Vol par préposés	150 000 € par sinistre
5. Dommages immatériels non consécutifs	250 000 € par sinistre
6. Atteintes à l'environnement	400 000 € par année d'assurance

**La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur et ne peut engager celui-ci en dehors des clauses, limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

Fait à La Défense, le 23 janvier 2023

Anael MARTIN  
Responsable Production  
BL CONSTRUCTION & ENERGIES  
P.O.  
Oriane AKPO





La certification de compétence de personnes physiques  
est attribuée par ABCIDIA CERTIFICATION à

**FARAJJE Anthony**  
**sous le numéro 20-1565**

Cette certification concerne les spécialités de diagnostics immobiliers suivantes :

- |                                     |   |                            |                       |
|-------------------------------------|---|----------------------------|-----------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Amiante sans mention</b>   | Prise d'effet : 04/12/2020 | Validité : 03/12/2027 |
|                                     | <small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Amiante avec mention</b>   | Prise d'effet : 04/12/2020 | Validité : 03/12/2027 |
|                                     | <small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Gaz</b>  | Prise d'effet : 07/10/2020 | Validité : 06/10/2027 |
|                                     | <small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>   |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Termites Outre-Mer</b>   | Prise d'effet : 07/10/2020 | Validité : 06/10/2027 |
|                                     | <b>Zone d'intervention : DOM TOM</b><br><small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small> |                            |                       |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <b>Electricité</b>  | Prise d'effet : 04/12/2020 | Validité : 03/12/2027 |
|                                     | <small>Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique.</small>   |                            |                       |



Accréditation  
n°4-0540  
portée disponible sur  
www.cofrac.fr

Véronique DELMAY  
Gestionnaire des certifiés



Le maintien des dates de validité mentionnées ci-dessus est conditionné à la bonne exécution des opérations de surveillance  
Certification délivrée selon le dispositif particulier de certification de diagnostic immobilier PRO 06

ABCIDIA CERTIFICATION - Domaine de Saint Paul - Bat: A6 - 4e étage - BAL N° 60011  
102, route de Limours - 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuse - 01 30 85 25 71  
www.abcidia-certification.fr - contact@abcidia-certification.fr

ENR 20 V6 du 02 avril 2014



**Certificat N° C0407**

**Monsieur Vincent JOSEPH THEODORE**

**Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com) conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.**



**dans le(s) domaine(s) suivant(s) :**

<b>Etat des installations intérieures d'électricité</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>20/11/2018</b> au <b>19/11/2023</b>	Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Amiante avec mention</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>01/07/2017</b> au <b>30/06/2022</b>	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
<b>Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment mention départements et territoires d'outre mer</b>	<b>Certificat valable</b> Du <b>19/10/2017</b> au <b>18/10/2022</b>	Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification.

**Date d'établissement le vendredi 02 novembre 2018**

**Marjorie ALBERT**  
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES

F09 Certification de compétence version K 140415  
Tél. 05 63 73 06 16 - Fax 05 63 73 32 87 - [www.qualixpert.com](http://www.qualixpert.com)

sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018

**ATTESTATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné, Vincent JOSEPH-THEODORE atteste sur l'honneur et conformément aux dispositions de l'article R. 271 -3 du code de la construction et de l'habitation remplir les conditions de compétence, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L. 271 -6 du même code.

**Garantie de compétences :** J'atteste disposer des compétences certifiées par QUALIXPERT attestées par un certificat de compétences pour les diagnostics Amiante, Termites, DPEG, Electricité.

**Organisation :** Je dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier de diagnostic technique.

**Assurance :** J'ai souscrit une assurance auprès de la compagnie QBE sous le numéro 05-0066652-78 permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de la responsabilité civile professionnelle à raisons des interventions garanties.

**Impartialité et indépendance :** J'atteste que je n'ai aucun lien, avec propriétaires de biens, ni mandataires, ni entreprises pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il est demandé d'établir un diagnostic, de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance. J'ai conscience que toute fausse attestation expose aux sanctions prévues par les articles 441-1 et 441-7 du code pénal et que l'établissement d'un diagnostic sans respecter les conditions de compétences, d'organisation et d'assurance définies par les articles R. 271-1 et R. 271-2 et les conditions d'impartialité et d'indépendance exigées à l'article L.271 -6 est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, en application de l'article R.271-4 du code de la construction et de l'habitation. La récidive est punie conformément aux dispositions de l'article 132 - 11 du code pénal.

VINCENT JOSEPH-THEODORE

**COGEIRISK**  
Les Galeries de Houelbourg  
Bât. A - 97122 BAIE-MAHAULT  
Tél.: 0590 26 64 82 / Fax : 0590 90 35 16  
E-Mail : [contact@cogeirisk.fr](mailto:contact@cogeirisk.fr)  
Siren : 454 069 212

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

**COGEIRISK**

EURL au capital de 7700 Euros Siret 454 069 212 00057 – Code APE 7120B  
Les Galeries de Houelbourg 97122 BAIE-MAHAULT  
Tel : 0590 28 64 82 – Fax : 0590 90 35 16 – Gsm : 0690 46 50 57 – E-mail : [contact@cogeirisk.fr](mailto:contact@cogeirisk.fr)

**26/26**  
Rapport du :  
15/09/2023